

VOIRIE. Face aux ratés de GPS&O, des élus veulent changer la loi

Depuis que la communauté urbaine est en charge de la voirie, la propreté des trottoirs laisse franchement à désirer. Eric Roulot (PCF), maire de Limay, veut que les communes soient de nouveau maîtresses de l'entretien de leurs chaussées.

En remontant la rue Nationale de Limay à pied, le problème crève les yeux. Les trottoirs et les caniveaux sont envahis de mauvaises herbes, les feuilles et des déchets parsèment le bitume. Le constat est le même dans les rues adjacentes et dans les 72 autres communes de Grand Paris Seine et Oise (GPS&O), la communauté urbaine.

Insalubrité

Depuis le 1^{er} janvier dernier, l'entretien de la voirie est passé dans le giron de GPS&O, comme l'oblige la loi. Et le résultat est loin, très loin d'être satisfaisant du point de vue de bon nombre d'habitants et d'élus. « Les administrés se plaignent, regrette Eric Roulot (PCF), le maire. La mairie est régulièrement interpellée pour ces problèmes d'insalubrité. » Les services municipaux se retrouvent donc en première ligne, confrontés aux doléances des riverains, alors qu'ils n'ont légalement plus le droit de toucher aux routes et aux trottoirs. Échadé par ces débus chao-tiques de GPS&O en la matière, l'élú de gauche vient d'écrire au ministre de l'intérieur et au président du groupe communiste au Sénat pour demander des ajustements. La loi impose



Les trottoirs sont sales à Limay depuis que la communauté urbaine en a la charge. Le maire, Eric Roulot, a interpellé le ministre de l'intérieur pour que cette tâche revienne aux communes.

aux communautés urbaines de prendre intégralement en charge la voirie. Eric Roulot demande que l'Etat revoise sa copie en laissant l'entretien courant de la chaussée : balayage, désherbage, aux communes. Et que les gros chantiers (réfection de voie, assainissement) soient confiés à l'intercommunalité.

Manque d'effectif

« Aussi compétente soit-elle, la GPS&O ne sera jamais

aussi réactive, estime le maire. C'est du service de proximité. Les agents communaux connaissent mieux le maire, les élus, la ville. Ils sont au contact de la population. »

Il estime que les municipalités devraient avoir le choix de déléguer ces tâches du quotidien à l'intercommunalité et vient de lancer une pétition en ligne « Rendez-nous notre voirie » pour rallier l'opinion publique à sa cause.

Actuellement, les dix centres techniques communautaires de GPS&O compte environ 250 agents... Alors que près de 400 postes sont prévus pour s'occuper des 1 800 kilomètres de voirie de ce territoire de 405 000 habitants, qui s'étend de Rosny-sur-Seine à Achères. « On est en plein recrutement », assure Christophe Delrieu, conseiller communautaire délégué à la voirie et maire de Carrières-sous-Poissy, qui reconnaît des

Stéphane Hazan dresse un bilan catastrophique

Défaut de moyens alloués à la voirie, retard dans les travaux, manque de transparence et de définition des priorités : Stéphane Hazan, le maire de Lainville-en-Vexin, n'est pas tendre avec GPS&O.

Stéphane Hazan, élu du groupe d'opposition ISO à GPS&O et maire de Lainville, ne s'en cache pas. Il n'était pas favorable à la constitution d'une communauté urbaine à 73 communes et 400 000 habitants. Il aurait préféré une communauté d'agglomération élargie d'environ 200 000 habitants autour du bassin de vie du Mantois. « En choisissant la communauté urbaine, les élus n'ont pas été pris au dépourvu, ils savaient que la voirie était une compétence obligatoire. Nous avons la CU, c'est à elle maintenant de faire en sorte que cela marche », lance-t-il.

Manque de communication

Et pourtant, il dresse un bilan « catastrophique » de l'action de GPS&O dans le domaine de la voirie, autant pour les gros travaux que pour l'entretien courant. « Je ne suis pas le seul maire à me plaindre.



Stéphane Hazan, maire de Lainville-en-Vexin.

Beaucoup de communes se retrouvent confrontées à l'incompréhension de leurs administrés. Les travaux prévus avant la création de la CU ne sont toujours pas faits, les rues et les trottoirs ne sont pas entretenus », constate-t-il.

À Lainville, par exemple, la balayeuse est passée seulement deux fois en neuf mois.

Les trous n'ont toujours pas été rebouchés. « Nous avons écrit au président Philippe Tautou, il y a plusieurs mois pour le prévenir de la situation et de la dangerosité par endroits.

Nous n'avons aucune réponse. Que va-t-il se passer quand les feuilles en décomposition joncheront les trottoirs et que les piétons glisseront dessus ? », s'interroge Stéphane Hazan.

« J'ai rencontré un responsable de la voirie. Il m'a expliqué qu'il n'avait pas de véhicule pour venir à Lainville. C'est une question de moyens. Mais GPS&O n'est pas complètement démunie. En septembre, à quelques jours des élections sénatoriales, la CU a organisé une journée au parc exposition de Mantes-la-Jolie pour réunir l'ensemble des conseillers municipaux des 73 communes. L'opération a coûté plus de 200 000 €. Avec cette somme, on aurait pu acheter

des véhicules pour la voirie », poursuit-il.

Il reproche également un manque de communication et de définition des priorités. « À Lainville, nous avons un projet de création d'une liaison douce lancé avant la constitution de la CU.

Notre dossier a été accepté par la Région Ile-de-France qui a voté une subvention de 30 % sur le montant des travaux qui auraient dû avoir lieu cette année. Depuis qu'il a été transféré à GPS&O, nous n'avons plus aucune nouvelle. On ne sait pas comment sont attribués les fonds, pour quoi un projet est retenu et pas un autre. »

Faudrait-il revoir les contours de la compétence voirie, comme le propose Eric Roulot ? « Je ne crois pas que cela soit la solution. Il nous a fallu deux ans pour mettre en œuvre cette compétence.

Cela a été l'un des dossiers

les plus complexes auxquels la CU a eu à faire face. Si l'on détricote ce que l'on a eu du mal à tricoter en deux ans que va-t-il se passer ? On mettra encore deux ou trois ans ?

Et pendant, ce temps-là les projets seront en stand-by ? Ce n'est pas raisonnable », répond-il.

Francine Carrière

Plusieurs élus demandent un recensement d'urgence

Lors du dernier conseil communautaire, Denis Faist le président du groupe ISO (Indépendants Seine et Oise) s'est inquiété du faible taux de réalisation de GPS&O. Au 31 août, il était seulement de 51 % pour l'ensemble des opérations, voirie comprise. « Si nous comprenons les difficultés d'organisation et de démarrage, nous sommes maintenant à plus de 20 mois de la création de notre communauté ur-

Mantes joue le partenariat

À la mairie de Mantes-la-Jolie, on est bien conscient que l'entretien de la voirie par GPS&O souffre d'un certain laisser-aller. Plusieurs administrés s'en sont d'ailleurs plaints auprès du maire. « Cela s'explique par la réorganisation et la création du centre technique communautaire qui est encore en phase de recrutement », analyse-t-on dans l'entourage du maire Michel Valaly.

Pour faire face à la situation, la ville a décidé d'aider la communauté urbaine et de travailler en partenariat étroit avec elle. « Cela a porté ses fruits. Depuis quelques semaines, nous constatons une amélioration », souligne-t-on.

Par ailleurs, Michel Valaly invite à la tolérance car la réorganisation de la voirie tombe en même temps que la nouvelle mesure d'interdiction de certains désinfectants, ce qui ne facilite pas la vie des agents de voirie.

F.C.